

CORIS EPARGNE  
**LEADER**

Choisissez l'épargne qui vous rapporte  
**4,75%**



**CORIS BANK**  
INTERNATIONAL  
La Banque Autrement  
www.corisbank.tg

# LE MEDIUM

www.lemedium.info

Hebdomadaire d'Informations #  
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0286 du 13 au 19 Février 2018- Prix : 250 F CFA

## CACAHUÈTE POLITIQUE :

# L'ANC dans une logique de faire capoter le dialogue afin de justifier sa participation aux futures élections



Jean-Pierre Fabre, président national de l'ANC

## ECONOMIE / COMMERCE :

# Détérioration du solde commercial au 3<sup>e</sup> trimestre 2017



La ministre Legzim-Balouki, en charge du Commerce

Les pagnes **WINA WAX** sont en vente à  
A côté de Togocel à Adéwui; Tél :90 19 50 80

**Nuptia**  
Evenement-ciel

## POLITIQUE / DIALOGUE :

# Panorama des réactions de quelques leaders de partis

P.5



Agbéyomé Kodjo (OBUTS)

Gerry Taama (NET)

## SANTÉ :

# Couverture sanitaire universelle, une préoccupation du Gouvernement

P.6



Dr Moïse Kwasivi Fiadjoe, pdt de la PSPS-Togo

## AMOUR / SAINT VALENTIN :

# Donnez un sacré coup de pouce à votre couple

P.2

**EmploiTogo.com**

Des annonces, des offres d'emploi,  
une banque de Cvs, des formations.

**Journalemploi.com** Tel: 22 20 05 53

## Météo

Mardi 13 Février 2018

Matin:

Ciel peu nuageux  
25°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux  
33°C

**EDITO**  
**Voyager pour découvrir**

**S'il est un exercice fastidieux qui permet à l'Homme de s'ouvrir sur le monde, de se faire et se parfaire, de découvrir autre chose que des ingrédients de son milieu naturel, c'est bien le voyage.**

Voyager, c'est s'ouvrir au monde, aux choses existentielles nouvelles. Voyager, c'est quitter son milieu immédiat et aller vers ...

Voyager, c'est se questionner, se laisser découvrir soi-même. Voyager c'est explorer ses propres limites et faire ce travail sur soi.

En s'ouvrant au monde, on se connaît mieux. Les forces et les faiblesses, les qualités et les défauts se laissent découvrir aisément, sans difficultés.

Nous devons en notre qualité d'être pensant, changeant et mouvant nous remettre continuellement en cause. Nous devons chercher à nous améliorer. Et pour ce faire, seul ce voyage qui demeure cet exercice d'ouverture sur d'autres horizons, nous donne la clé, l'opportunité de nous améliorer en apprenant d'autrui, des autres cultures, d'autres manières d'agir et de réagir.

**Crédo TETTEH**

**AMOUR / SAINT VALENTIN :**

**Donnez un sacré coup de pouce à votre couple**

**Dans un couple, l'harmonie peut parfois s'estomper. Et ce n'est pas forcément un drame. " La crise peut être un moyen pour le couple de redémarrer sur de nouvelles bases ", souligne le gynécologue et thérapeute de couple, Sylvain Mimoun, dans son ouvrage L'Egoïsme partagé. Il y expose ses principes pour traverser les disputes, de quelque nature qu'elles soient.**

**Source : 20 minutes**

**Cesser d'idéaliser le couple**

" Il faut se poser une question, estime Sylvain Mimoun. Ce qui me plaît chez l'autre l'emporte-t-il sur ce qui me déplaît ? " Et aussi ne pas rentrer dans une compétition. " il faut éviter de se comparer aux couples démonstratifs en public, car on ne sait pas ce qui se passe chez eux ", ajoute la psychiatre et thérapeute de couple, Marie Chevret-Méasson.

**Dénouer les problèmes sexuels**

" Ça peut être un conjoint qui ne touche plus sa femme, celle-ci le lui reprochant, constate Marie Chevret-Méasson. Ou une personne qui refuse les rapports



avec son conjoint. " Là encore, il faut éviter de se mettre la pression.

" Mes patientes sont souvent focalisées sur l'idée qu'elles doivent faire plaisir à leur conjoint, note Sylvain Mimoun. Cette obsession les empêche de penser à elles et à s'autoriser à jouir ". Pour débloquer ces situations, le médecin conseille la lecture-très inspirante-du rapport Hite qui décrit les pratiques sexuelles des Américains dans les années 1970.

**Se parler différemment**

Bien souvent dans un couple, les reproches sont répétitifs et apparaissent comme des juge-

ments définitifs. " Ne pas s'investir, exprimer ses besoins plutôt que de critiquer ou encore reconnaître les mérites de l'autre... ", tels sont les conseils de Marie Chevret-Méasson lors d'une thérapie de couple. Cependant, toutes les vérités ne

**Prôner plus d'indépendance**

" En cas de dispute, je conseille d'aller faire un tour pour dédramatiser la situation. Et, ensuite, de renouer le dialogue en parlant de sujets neutres, tout en se rapprochant physiquement de l'autre ", explique Sylvain Mimoun.

L'indépendance doit aussi être l'un des préceptes du couple. " Ne cherchez pas l'osmose. Si vous voulez rendre l'autre heureux, pensez d'abord à vous faire plaisir ! ".

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER  
**N° VERT 8280**  
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE  
**N° VERT 8201**  
Renseignements

**OTR**  
FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

**TOGO EXPRESS**

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure  
(Tous travaux d'impression)  
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)  
A coté du commissariat du 5ème arrondissement  
BP : 5022 Lomé Togo  
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11  
Fax : +228 22 26 06 02  
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08  
Email : togoexpress07@yahoo.fr

**TogoMac.com**

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès  
[www.togomac.com](http://www.togomac.com)

**Revendeur des logiciels Sage**

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07  
[www.sogesti.net](http://www.sogesti.net) ; [info@sogesti.net](mailto:info@sogesti.net)

**TogoAnnonce.com**

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois-  
[www.togoannonce.com](http://www.togoannonce.com)

**TogoAssurance.com**

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.  
-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business.  
visiter notre site web  
[www.togoassurance.com](http://www.togoassurance.com)

**LE MEDIUM**  
Hebdomadaire d'Informations

Récépissé  
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :  
893, rue 19 Saint Joseph  
01 BP : 450 Lomé  
Tél : +228 91538081  
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr  
Maison de la Presse,Casier N° 78  
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516  
NIF : 1000480972  
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :  
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH  
Directeur de la Rédaction :  
Ali SAMBA  
Rédaction :  
Crédo TETTEH  
Ali SAMBA  
Infographie : JPB  
Impression : ST Louis,  
Doulassamé-LOME Tél :22 22 10 45  
Tirage : 2.500 exemplaires  
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.  
Prochaine parution le mardi 20 Février 2018

# CACAHUETE POLITIQUE : L'ANC dans une logique de faire capoter le dialogue afin de justifier sa participation aux futures élections

*Si la politique est l'art de gouverner la cité, faire la politique au Togo rime avec subterfuges et coups bas donnés dans tous les sens. Pourvu que les objectifs poursuivis soient atteints.*

*Pour l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Monsieur Jean-Pierre Fabre, l'objectif principal aujourd'hui, après tous les calculs politiques, est de participer pleinement aux prochaines échéances électorales, s'en partager les sièges avec UNIR et surtout de faire libérer les jeunes du parti arrêtés dans l'affaire des incendies des marchés. Et de ne plus s'adonner à la politique de chaises vides ! Par tous les moyens.*

Par Crédo TETTEH

Après le slogan " départ du Chef de l'Etat " par la rue, qui n'a malheureusement pas prospéré, le parti ANC bien que membre très actif de la Coalition des 14 Partis semble rouler dans la farine ses pairs qui visiblement jouent aux aveugles volontaires et aux sourds muets de circonstance, au risque de subir la foudre des " Ayatollah " du parti de Monsieur Jean-Pierre Fabre.

## L'échec du dialogue, une mission pour l'ANC...

En analysant tous les propos de Monsieur Fabre depuis le début de la crise, parlant de l'opportunité d'un dialogue, on peut sans se servir d'une loupe se rendre à l'évidence que l'ANC ne s'est jamais inscrite dans une logique de dialogue politique. Car aujourd'hui, le succès du dialogue à venir remettrait l'œuvre sur le chantier à l'équipe de Monsieur Fabre.

Le parti ANC devra alors reconquérir son électorat de nos jours très largement acquis à la cause du Parti national panafricain (PNP) de Monsieur Salifou Tikpi Atchadam. Une situation qui ferait très peur à l'ANC qui serait plutôt à l'aise que certains partis politiques au finish refusent de participer aux élections locales et législatives à venir.

Principalement, le PNP qui dans son intransigence légendaire opterait pour la politique de la terre brûlée. Et ce sera une belle affaire pour l'ANC et son leader Jean-Pierre Fabre qui n'hésiteraient pas, pour masquer leur jeu, à afficher l'air d'un parti qui ne voudrait plus jouer à la politique de la chaise vide.



Une vue d'une chambre exécutive à Majestic-Hôtel-spa

Autrement dit, nécessité pour l'ANC et Monsieur Fabre de garder le titre de Chef de file de l'Opposition brandi aujourd'hui comme un trophée de chasse. Alors qu'au moment du vote du statut consacrant ce titre à l'Assemblée Nationale, les députés de l'ANC avaient allégrement joué la fille de l'air.

## Profiter du dialogue pour forcer la main à la justice, dans l'affaire des incendies des marchés

En termes de préalables au début du dialogue, la Coalition des 14 partis demande l'abandon et l'élargissement sans conditions des personnes arrêtées dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara.

La question est de savoir sur quelle base, le Gouvernement ou le Premier magistrat devra prendre cette décision si ce n'est de s'immiscer gravement dans les affaires judiciaires ? En demandant la libération inconditionnelle des personnes en prison pour l'affaire des incendies, les leaders de la Coalition et particulièrement ceux de l'ANC savent pertinemment que le Gouvernement ne pourra pas accéder à cette revendication.

Pour le Gouvernement, il faut que la justice fasse en toute indépendance son travail afin que les responsabilités soient situées et les fautifs punis selon la rigueur de la loi.

L'autre question est de savoir si l'ANC a, principalement, à cœur le souci que les commerçants et commerçants du Grand marché de Lomé surtout connaissent les auteurs de leur malheur ?

## Le jeu trouble et nauséabond de l'ANC contre ses pairs de la Coalition

En lançant sa garde rapprochée sur les réseaux sociaux pour faire

prosperer l'idée d'un non boycott des élections locales et législatives, l'ANC sait bien le jeu auquel elle s'adonne. C'est pour justifier sa participation et avoir le champ libre pour concourir avec le parti présidentiel UNIR, sous prétexte de ne plus jouer à la politique de la chaise vide, que l'ANC aurait déjà négocié avec succès en coulisses trois (03) places à la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Pour y parvenir en toute aisance donc, c'est de tout mettre en œuvre pour faire capoter le prochain dialogue. Un succès du dialogue remettrait tout le schéma de l'ANC à terre. D'où, la nécessité d'empêcher les autres responsables de l'opposition non membres de la Coalition d'y prendre part.

## Il ne fait pas bon vivre à la Coalition mais... Silence au risque de subir l'opprobre...

En parlant du vivre ensemble et de bon vivre au sein de la Coalition des 14 partis, l'ambiance n'est pas du tout ce qu'on tente vaillamment de montrer aux populations, aux militants.

L'hypocrisie, la malhonnêteté, la roubardise, le mensonge à outrance y ont élu domicile. La franchise n'est pas du domaine de définition de la Coalition. Au contraire, ils se piétinent, se font du mal, se driblent dangereusement et méchamment sans pour autant avoir ce courage de dire que ça fait très mal. A la manette de cette dure réalité, de cette ambiance délétère et morose au sein de la Coalition, se retrouve l'ANC de Monsieur Fabre qui use de tactes et de dribbles moyenâgeux à outrance.

Pour rappel, en novembre 2017 le Président de l'ANC et chef de file de l'opposition était parti tout SEUL à Conakry pour rencontrer le Président guinéen Alpha Condé en sa qualité de Président de l'Union Africaine. San prendre le soin d'informer ses pairs de la Coalition de son déplacement à temps, si ce n'est un coup de fil d'habillage passé de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé (AIGE) à une responsable de la Coalition.

De Conakry, le Chef de file de l'Opposition aurait pris la direction de Paris ensemble avec le Président guinéen. Qu'est-ce que Monsieur Fabre aurait dit en l'absence de ses pairs de la Coalition à l'ancien président de l'Union Africaine ?

Room	Surface	Area Terrace	Tarif du jour
Chambre Standard	25 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>	550 €
Chambre Grand	30 m <sup>2</sup>	250 m <sup>2</sup>	650 €
Chambre Grand Deluxe	35 m <sup>2</sup>	300 m <sup>2</sup>	750 €
Suite Junior	55 m <sup>2</sup>	400 m <sup>2</sup>	900 €
Suite Premium	65 m <sup>2</sup>	500 m <sup>2</sup>	1 100 €
Suite Terrace	85 m <sup>2</sup>	600 m <sup>2</sup>	1 500 €
Suite Terrace	65-80 m <sup>2</sup>	100-115 m <sup>2</sup>	1 600 €
Suite Terrace Panoramique (2 Ch)	105 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>	1 800 €
Suite Terrace (Deux Chambres)	130 m <sup>2</sup>	155 m <sup>2</sup>	1 900 €
Suite Terrace	130 m <sup>2</sup>	205 m <sup>2</sup>	2 000 €

Comment et pourquoi Madame Brigitte Adjamagbo-Johnson et Monsieur Salifou Tikpi Atchadam ont, en toute précipitation, pris la direction de Paris pour y rencontrer le Président Alpha Condé ? Etait-ce un plan mijoté par le leader de l'ANC pour sûrement cacher un deal ?

Le leader de l'ANC aurait-il négocié sa participation aux élections contre la conservation de son titre de chef de file de l'Opposition avant l'arrivée des deux autres leaders en France ? Avant l'arrivée de Madame Brigitte Adjamagbo-Johnson et de Monsieur Salifou Tikpi Atchadam en France (Paris), le président de l'ANC n'aurait-il pas bénéficié de largesse de la part de l'ancien Président de l'Union Africaine ?

Selon nos informations, c'est l'Ambassadeur de la Guinée Conakry à Accra (Ghana) qui a envoyé les billets d'avion à Madame Brigitte Adjamagbo-Johnson et à Monsieur Salifou Tikpi Atchadam, les deux autres leaders de la Coalition.

## Des conditions de séjour offertes aux leaders de la coalition à Paris

A l'exception de Monsieur Jean-Pierre Fabre qui a refusé de partager le même hôtel avec les deux autres leaders venus en express de Lomé, sur invitation du Président guinéen, précisons que Madame Brigitte Adjamagbo-Johnson et Monsieur Salifou Tikpi Atchadam ont passé tout leur séjour à Majestic Hôtel-Spa. Un Hôtel cinq étoiles de luxe à deux pas de l'Arc de Triomphe et des Champs-Élysées, au cœur du 16ème arrondissement de Paris. Majestic Hôtel-Spa est situé en plein cœur des lieux incontournables tels la Tour Eiffel et la Place du Trocadéro.

La chambre uniquement par personne coûtait 650 Euros soit 426.764 FCFA la nuitée. Ce sont des chambres exécutives, spacieuses,

A suivre page 5

## Zozo

DU BOSPHORE AU SAHEL



Le premier Forum économique Cédéao-Turquie aura lieu les 22 et 23 février prochains à Istanbul. Ce lundi s'ouvre dans la capitale économique turque la seconde réunion ministérielle Turquie-Afrique chargée de préparer le sommet Turquie-Afrique qui aura lieu en 2019.

Cette intense activité diplomatique illustre la volonté d'Ankara de développer le partenariat avec les pays africains.

Les officiels turcs ont une liste de pays stratégiques avec lesquels ils souhaitent développer les échanges politiques. Au total une vingtaine d'Etats dont le Togo.

Source : Republicoftogo.com

## TOGO-EDUCATION-GREVE SECTEUR DE L'ÉDUCATION : ENCORE QUATRE JOURS DE GRÈVE À COMPTER DE MARDI

Les activités seront encore paralysées pour quatre jours à compter de mardi dans les écoles, collèges et lycées (public) pour raison de grève, selon une correspondance adressée par la Coordination des syndicats de l'éducation au Togo (CSET), aux ministres des enseignements primaire et secondaire et de l'enseignement technique.

Dans cette lettre, la CSET invite "tous les camarades enseignants, chefs d'établissements et inspecteurs à une cessation de travail les 13, 14, 15 et 16 février pour exiger de donner priorité à la question des primes et indemnités".

"Cette question doit être achevée en un temps record, afin d'apporter l'accalmie et de permettre d'aborder les autres questions dans la sérénité", souligne la correspondance signée du coordinateur de la CSET Atsou Atcha. En clair, les enseignants réclament notamment une augmentation des primes et indemnités. Ils exigent que le sujet soit traité en priorité au sein du nouveau cadre de discussions, mis en place par le gouvernement.

Actuellement, les montants des primes varient entre 19 et 35% des salaires des enseignants. Selon la CSET, ces primes doivent être portées à 50% des salaires pour tous les enseignants. Précisons que le secteur de l'éducation est perturbé par des grèves répétées depuis le début de la rentrée en octobre.

Source : Savoir News



Le hall de Majestic-Hôtel-spa

**Zozo**  
MODES ALTERNATIFS DE RÈGLE-  
MENT DES CONFLITS



Les tribunaux sont totalement engorgés par des dossiers qui pourraient se régler à l'amiable, sans procès.

L'idée est de mettre en place un système de médiation ou de conciliation dans le cas de toutes petites affaires qui encombreraient inutilement les juridictions, a indiqué lundi Pius Agbétomey, le ministre de la Justice.

La médiation est le processus par lequel un tiers impartial, indépendant et neutre, amène les parties en conflit à exprimer leurs besoins véritables puis les aide à convenir elles-mêmes de ce qu'il est approprié de faire pour sortir du conflit. La conciliation aura plutôt pour but de régler le litige.

Le ministre a donné des pistes comme la création de Maisons de justice et de droit, des structures non juridictionnelles qui pourraient prendre de relais des juridictions traditionnelles. Il veut aller vite avec l'installation de ces structures dès la fin du mois d'avril à Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur. Il compte sur la collaboration des collectivités locales pour la mise en œuvre effective de ce projet.

Source : [republicofoto.com](http://republicofoto.com)

**PRÉVOYANT ET GESTIONNAIRE**

Si la protection sociale est un enjeu d'une particulière acuité en contexte de pauvreté exacerbée, dans leur très grande majorité, cependant, les populations d'Afrique subsaharienne n'en bénéficient pas.

Pour l'essentiel, ces populations évoluent dans l'économie non formelle et, de ce fait, ne sont pas couvertes par les systèmes de protection existants. A côté de cette exclusion de masse, il y a aussi un problème d'insuffisance de couverture qui se pose à de nombreuses personnes parmi celles qui sont concernées par les systèmes en vigueur, ce qui signifie que des éléments de protection essentiels leur font défaut (soins de santé ou pensions, par exemple) ou que la protection qui leur est offerte à ce niveau est limitée ou voire même insuffisante.

Les autorités togolaises se sont engagées dans une pérennisation de la sécurité sociale, d'abord en faveur des fonctionnaires, puis du secteur privé. A terme, les millions de personnes évoluant dans le business informel pourront également être couverts.

Les organismes de prévoyance sociale (OPS) au Togo et ailleurs en Afrique sont cependant confrontés à un certain nombre de difficultés.

C'est l'objet d'un séminaire qui s'est ouvert lundi à Lomé en présence des représentants d'OPS du Niger, du Gabon, de Madagascar, de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Togo, tous membres de la CIPRES (Conférence interafricaine de prévoyance sociale).

Tous ces organismes doivent gérer la problématique de la tenue des comptes. La CIPRES a relevé, de façon récurrente, de nombreux dysfonctionnements dans la gestion des comptes cotisants et des comptes individuels.

Les différentes missions de contrôle effectuées par la CIPRES auprès des OPS de sa zone ont relevé de façon récurrente de nombreux dysfonctionnements relatifs à la gestion des comptes cotisants (ceux des employeurs) et des comptes individuels (ceux des employés).

La gestion saine et rigoureuse des cotisations conditionne et amplifie la confiance des partenaires sociaux et des employeurs et les incite au respect de leurs engagements. De même, le suivi méthodique des comptes individuels assurés sert le bon droit au juste bénéficiaire et sauvegarde par ricochet l'intégrité des ressources des Caisses, a rappelé Ingrid Awadé, la directrice générale de la CNSS (Caisse nationale de sécurité sociale). Les membres de la CIPRES espèrent parvenir à l'élaboration d'un mécanisme efficace de gestion automatisée (...)

Source : [republicofoto.com](http://republicofoto.com)

**ECONOMIE / COMMERCE :**

**Détérioration du solde commercial au 3<sup>e</sup> trimestre 2017**

**L**es échanges commerciaux du Togo au troisième trimestre 2017 comparés à la même période de 2016 sont marqués par une baisse des exportations et une hausse des importations en valeur entraînant une détérioration du solde commercial.

Par Koudjoukabal

**Les exportations**

Selon la direction de l'économie, les exportations f.o.b. se sont établies à 89,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017 contre 100,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2016, soit une baisse de 11,0%. Le poids des exportations est de 593.428,5 tonnes contre 744.311,2 tonnes un an plus tôt. Au troisième trimestre 2017, les "ciments non pulvérisés dits 'clinkers'" sont le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 11,6 milliards de FCFA, soit 13,0% de la valeur totale des exportations.

Les "sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques" constituent le deuxième produit d'exportation avec 8,7 milliards de FCFA, soit une part relative de 9,7%. Les "phosphates naturels de calcium, phosphates alumino-calciques naturels et craies phosphatées" sont le troisième produit d'exportation avec 8,1 milliards de FCFA, soit 9,0% de la valeur totale des exportations.

**Les principaux partenaires**

Au titre du troisième trimestre 2017, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 16,9 milliards de FCFA, soit 19,0% de la valeur totale des exportations contre respectivement 17,6 milliards de FCFA et 17,6% à la même période de 2016. Le Burkina Faso a importé essentiellement du Togo des "ciments non pulvérisés dits 'clinkers'" et des "sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques".

Le Bénin est le deuxième client du Togo avec 15,7 milliards de FCFA, représentant 17,6% de la valeur totale des exportations contre respectivement 19,5 milliards de FCFA et 19,4% un an plus tôt. Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les "sacs, sachets, pochettes, cornets en matières plastiques" et les "eaux (y compris les eaux minérales et les eaux gazeuses) et autres boissons non alcooliques".

Le Ghana est le troisième client du Togo avec 8,3 milliards de FCFA, soit 9,3% de la valeur totale des exportations contre respectivement 11,6 milliards de FCFA et 11,5% au troisième trimestre 2016. Les exportations du Togo vers le Ghana concernent principalement les "ciments non pulvérisés dits 'clinkers'" et les "perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux" pour des valeurs respectives de 4,1 milliards de FCFA et 1,0 milliard de FCFA.

Les exportations du Togo vers la Zone Euro ont atteint 2,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, soit 2,9% de la valeur totale des exportations contre respectivement



Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre en charge du Commerce

4,1 milliards de FCFA et 4,1% au troisième trimestre 2016. La France et la Belgique sont respectivement premier et deuxième client du Togo dans la Zone Euro.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 48,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, soit 54,4% de la valeur totale des exportations contre respectivement 56,0 milliards de FCFA et 55,8% à la même période de 2016.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Mali sont respectivement premier, deuxième et troisième client UEMOA du Togo. Les exportations vers ces pays représentent respectivement 34,8%, 32,3% et 11,2% de la valeur totale des exportations à destination de l'UEMOA au troisième trimestre 2017 contre respectivement 31,5%, 34,7% et 10,3% au troisième trimestre 2016.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 62,0 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO, soit 69,5% de la valeur totale des exportations contre respectivement 72,8 milliards de FCFA et 72,6% un an auparavant.

**Les exportations en fin Septembre 2017**

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2017, les exportations f.o.b. ont atteint 329,3 milliards de FCFA contre 332,4 milliards de FCFA un an auparavant, soit une baisse de 0,9%.

Le "coton (à l'exception des linters), non cardé ni peigné" est le premier produit d'exportation avec une valeur de 39,3 milliards de FCFA, soit une part relative de 11,9% contre respectivement 28,4 milliards de FCFA et 8,5% aux neuf premiers mois de 2016, indique-t-on au ministère de l'économie et des finances.

Les "ciments non pulvérisés dits 'clinkers'" sont le deuxième produit d'exportation avec 36,6 milliards de FCFA, soit 11,1% de la valeur totale des exportations contre respectivement 39,1 milliards de FCFA et 11,8% au terme des neuf premiers mois de 2016.

Les "sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques" constituent le troisième produit d'exportation avec 27,1 milliards de FCFA, soit une part relative de 8,3% contre respectivement 30,7 milliards de FCFA et 9,2% aux neuf premiers mois de 2016.

Au titre des neuf premiers mois de 2017, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 58,6

milliards de FCFA, représentant 17,8% de la valeur totale des exportations contre respectivement 61,2 milliards de FCFA et 18,4% aux neuf premiers mois de 2016.

Le Bénin est le deuxième client avec 45,2 milliards de FCFA, soit une part relative en valeur de 13,7% contre respectivement 52,8 milliards de FCFA et 15,9% aux neuf premiers mois de 2016.

Le Ghana est le troisième client avec 24,7 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,5% contre respectivement 28,6 milliards de FCFA et 8,6% aux neuf premiers mois de 2016.

Aux neuf premiers mois de 2017, les exportations à destination des pays de la Zone Euro se chiffrent à 15,2 milliards de FCFA, en baisse de 7,2% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Ces exportations représentent 4,6% de la valeur totale des exportations contre 4,9% aux neuf premiers mois de 2016.

Les exportations vers les Etats membres de l'UEMOA aux neuf premiers mois de 2017 s'établissent à 168,1 milliards de FCFA, soit 51,1% de la valeur totale des exportations contre respectivement 181,4 milliards de FCFA et 54,6% aux neuf premiers mois de 2016.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième client UEMOA du Togo au terme des neuf premiers mois de 2017. Les exportations vers ces pays représentent respectivement 34,8%, 26,9% et 11,9% de la valeur totale des exportations à destination de l'Union.

Aux neuf premiers mois de 2017, le Togo a exporté pour une valeur totale de 210,7 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO, soit 64,0% de la valeur totale des exportations contre respectivement 223,6 milliards de FCFA et 67,3% aux neuf premiers mois de 2016.

**Les importations**

Les importations c.a.f. du Togo au troisième trimestre 2017 sont de 229,0 milliards de FCFA, en hausse de 5,3% par rapport à la même période de 2016. Le poids des importations togolaises s'élève à 808.073,0 tonnes au troisième trimestre 2017 contre 696.175,7 tonnes au troisième trimestre 2016.

Au troisième trimestre 2017, les "huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations" sont le premier produit d'importation pour une

valeur de 27,8 milliards de FCFA, soit 12,1% de la valeur totale des importations contre respectivement 28,3 milliards de FCFA et 13,0% un an plus tôt.

Les "médicaments" sont le deuxième produit d'importation avec une valeur de 11,5 milliards de FCFA, soit 5,0% de la valeur totale des importations.

L'"huile de palme raffinée et ses fractions" vient en troisième position des importations togolaises avec une valeur de 7,1 milliards de FCFA contre 3,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2016.

La Chine est le premier fournisseur du Togo avec 46,6 milliards de FCFA, soit 20,3% de la valeur totale des importations contre respectivement 46,5 milliards de FCFA et 21,4% à la même période de 2016. Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les "motocycles et cycles à moteur auxiliaire", les "barres et tiges d'autres aciers alliés" et les "autres tissus contenant au moins 85% en poids de coton".

La France est le deuxième fournisseur du Togo avec 22,5 milliards de FCFA, soit 9,8% de la valeur totale des importations contre respectivement 22,4 milliards de FCFA et 10,3%. Le Togo a importé essentiellement de la France des "médicaments" pour une valeur de 9,4 milliards de FCFA.

Les Pays-Bas sont le troisième fournisseur du Togo avec 10,8 milliards de FCFA pour une part relative de 4,7%. Les importations en provenance de ce pays ont porté essentiellement sur des "huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations" pour une valeur de 7,9 milliards de FCFA.

Les importations de la Zone Euro sont de 65,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, soit 28,5% de la valeur totale des importations contre respectivement 59,4 milliards de FCFA et 27,3% au troisième trimestre 2016. La France, les Pays-Bas et l'Allemagne sont respectivement les trois premiers fournisseurs du Togo dans la Zone Euro.

Les importations en provenance des Etats membres de l'UEMOA au cours du troisième trimestre 2017 sont de 10,0 milliards de FCFA, en baisse de 36,1% par rapport à la même période de 2016. La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin sont les trois premiers fournisseurs du Togo dans l'Union avec respectivement 5,5 milliards de FCFA, 1,5 milliard de FCFA et 1,4 milliard de FCFA.

Au niveau de la CEDEAO, les importations ont augmenté de 0,4% par rapport au troisième trimestre 2016 pour atteindre 28,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017.

Le Ghana, le Nigeria et la Côte d'Ivoire sont respectivement premier, deuxième et troisième fournisseur du Togo dans la Communauté. Les importations en provenance de ces pays représentent respectivement 35,9%, 28,6% et 19,3% de la valeur totale des importations venant de la CEDEAO.

## POLITIQUE / DIALOGUE :

# Panorama des réactions de quelques leaders de partis

**L**e dialogue tant attendu par la classe politique togolaise s'ouvrira le Jeudi 15 février, conformément aux vœux des facilitateurs. Si la position de la coalition des 14 partis de l'opposition qui manifestent depuis Août 2017 et celle du gouvernement est connue, d'autres formations politiques se sont aussi prononcées sur ce pourparlers togolais, notamment l'UFC, OBUTS et le NET.

Par Ali SAMBA avec Savoir News

Dans un communiqué rendu public, l'Union des Forces du Changement (UFC) a appelé ce hier, les acteurs politiques à un dialogue "inclusif, constructif, franc et sincère" pour une sortie définitive de la crise qui secoue le Togo depuis environ 6 mois.

"L'UFC lance un appel solennel à tous les acteurs politiques



Brym Diabacté de l'UFC

togolais, afin qu'ils fassent preuve de courage pour réaliser une entente politique historique dont l'enjeu est une Nation togolaise réconciliée et tournée vers des tâches de réduction de la misère, de la pauvreté et du développement économique", lit-on dans le

communiqué.

Selon le parti de Gilchrist Olympio, le dialogue à venir doit être inclusif, constructif, franc et sincère. "Les intérêts supérieurs de la Nation Togolaise doivent être prioritaires", souligne le communiqué de l'UFC qui réaffirme sa disponibilité à œuvrer dans le

cadre de ce dialogue pour la résolution définitive de la crise".

Pour Messan Agbéyomé Kodjo, le prochain dialogue est d'une importance capitale appelant la classe politique à faire preuve de sagesse. Lui aussi a insisté sur le caractère inclusif du dialogue. "Vous ne pouvez pas réduire les problèmes nationaux à la convocation de deux camps: le camp des marcheurs et le camp de ceux qui sont au pouvoir", a indiqué le président du parti OBUTS.

"A mon avis, ces deux camps ne peuvent pas résoudre l'ensemble des problèmes qui freinent le développement de ce pays. C'est un problème national. Ce n'est pas un problème du parti au pouvoir et des marcheurs. C'est un problème qui engage la responsabilité de toute la nation", a laissé entendre M. Kodjo.



Messan Agbéyomé Kodjo, président de OBUTS



Gerry K. Taama, président du NET

## CACAHUETE POLITIQUE : L'ANC dans une logique de faire capoter le dialogue afin de justifier sa participation aux futures élections

Suite de la page 3

accueillantes et contemporaines disposant d'un espace de travail, d'un lit king size de deux (2) mètres et d'une salle de bains bien équipée avec baignoire. Et c'est l'Ambassade de la Guinée qui a pris tout en charge notamment la communication, la restauration et l'hébergement sur la période du 21 au 25 novembre 2017. Pour info, le petit déjeuner buffet coûte 35 euros par personne sans compter les déjeuners, les diners et les boissons à volonté mais cependant à la charge de l'Ambassade de la Guinée à Paris, qui à notre connaissance n'est pas un Père Noël.

Lors de nos investigations à Paris sur les traces de nos leaders de la Coalition, nous avons jugé bon de faire un détour par Majestic Hôtel-Spa situé au 30, rue La Pérouse-75116 Paris, situé à deux pas de l'Arc de Triomphe et des Champs-Élysées et au décor contemporain.

Selon nos confrères de La Lettre du Continent, c'est le pouvoir togolais qui a pris tous les frais TTC en charge à Paris via la Guinée, la première destination du Chef de file de l'opposition.

Pour la petite histoire, le chef de file de l'Opposition arrivé plus tôt que les deux autres leaders de la Coalition n'a pas jugé utile de séjourner dans le même hôtel que ses pairs. Donc silence de cimetières sur son hôtel de séjour.

Cependant, des indiscretions nous ont font état que nos leaders de la Coalition auraient bénéficié de largesses de la part de l'ancien Président de l'Union Africaine. Selon nos informations seul le président du PNP, Monsieur Salifou Tikpi Atchadam, avait refusé les largesses du Président Alpha Condé. Une situation confuse et en déphasage avec l'éthique et qui avait poussé Tikpi Atchadam à vouloir quitter la coalition car se demandait-il "si lui avait refusé les largesses, les réponses à ses questions concernant la position des deux autres leaders n'ont pas été du tout claires". Ce qui a provoqué depuis un doute dans la tête de Tikpi Atchadam vis-à-vis de la Coalition et principalement de ses co-légionnaires sur Paris.

Déjà en Octobre 2017, sept (07) leaders de la Coalition dont nous taisons les noms ont été reçus indi-

viduellement par le Président Akufo-Addo du Ghana. 10 millions de FCFA auraient été remis à chacun comme frais de déplacement et de séjour. A ce niveau également, nos informations signalent toujours un refus de la part du Président du PNP, Monsieur Tikpi Atchadam.

En attendant de revenir dans une prochaine édition sur les conditions ayant entouré les derniers déplacements de certains leaders de la Coalition à Conakry et à Accra, c'est être aveugle que de ne pas se rendre à l'évidence que le Président de l'ANC et chef de file de l'Opposition est un véritable mal pour la Coalition des 14 Partis. Mais "un mal nécessaire" pour l'instant, selon un très proche de la Coalition pour qui "la réussite du prochain dialogue ouvrirait la voie à une probable alternance politique au Togo".

Un souhait que ne partageait pas l'ANC qui est dans une logique de faire capoter le dialogue et pouvoir justifier sa participation aux prochaines échéances électorales. En vue donc de se partager les sièges uniquement avec le parti UNIR.

Même son de cloche au parti NET où son leader clame estime que personne ne doit être laissé pour compte.

"Le dialogue peut être mené par tout parti de l'opposition. Ce qui nous gêne c'est les motifs de cette exclusion. L'exercice politique ne se limite pas aux manifestations. Nous avons décidé depuis 2014 de ne plus entrer dans les regroupements politiques. Et nous y tenons.

Le ministère de l'administration territoriale est notre partenaire pour les affaires politiques. S'il décide que seule la manifestation de rue confère sa légitimité à un parti politique, nous nous inclinons. Ce dialogue, on l'a tellement attendu et il ne faudrait pas que l'hypothèse de notre présence le fasse capoter. Bien entendu, nous croyons qu'un critère reposant sur les activités antérieures de partis notamment la participation aux élections importantes. Mais si notre seule absence va permettre au dialogue d'aboutir, nous nous inclinons" a indiqué Gerry Taama.

Pour l'heure, on ne sait pas quelles formations politiques s'assoieront autour de la table du dialogue. La journée de ce 15 Février édifiera plus d'un.

## Zozo

### LE BUREAU DU CITOYEN, PRÉSENTÉ AUX ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE DE KPALIMÉ

Le Bureau du citoyen - nouvel outil de suivi citoyen des activités de la commune de Kpalimé - a été présenté vendredi dernier aux différents acteurs, lors d'une rencontre de planification annuelle du comité de coordination locale de suivi des services essentiels. La rencontre initiée par la mairie de Kpalimé, avec l'appui de la Coopération allemande à travers le Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (GIZ/ProDeGoL), a regroupé les membres du Comité de Coordination Locale, les Comités Locaux de Quartiers, les représentants des médias et des services déconcentrés de l'Etat, ainsi que des organisations de la société civile (OSC). Objectif visé : informer le grand public et de manière solennelle de l'existence et des missions du bureau du citoyen. Ainsi, le contrôle citoyen de l'action publique est toute action de la part des citoyens ou des organisations de la société civile, qui vise à contrôler l'action publique ou à obliger la collectivité ou l'Etat à rendre compte aux citoyens, de l'utilisation des ressources et de la gestion des affaires publiques et les amener à améliorer leur gestion. C'est également un outil citoyen de veille pour l'utilisation rationnelle des ressources de la commune. Il vise la communication, le dialogue, la transparence dans la gestion des affaires publiques et la redevabilité, bref la bonne gouvernance locale.

L'objectif à long terme, est d'assurer une plus grande responsabilité des pouvoirs publics devant leurs citoyens dans tous les secteurs pour relever le défi de la lutte contre la pauvreté et le développement local participatif et démocratique. Le bureau du citoyen, géré par un coordinateur, est créé par arrêté municipal. Il a pour rôle notamment d'assurer l'accessibilité et la lisibilité des politiques et programmes pour le grand public, de concilier les parties en matière de contrôle citoyen et de conflits sociaux et de servir d'instrument d'écoute.

Il est également chargé de prendre en compte, les informations relatives aux préoccupations, besoins et problèmes des citoyens et de faire une synthèse des préoccupations, besoins en lien avec les actions de l'exécutif communal...

Source : Savoir News

### UNE SCÈNE BIEN REMPLIE



Le 113e parti politique du Togo a fait ses débuts vendredi.

Le mouvement du peuple pour la liberté (MPL) a été fondé par Pascal Kokouvi Adjamagbo, un professeur d'université qui a effectué une bonne partie de sa carrière en France.

Que propose le MPL ? Il veut avant tout s'adresser à la jeunesse et lui offrir des emplois. La formation souhaite implanter des usines en zone franche pour satisfaire les énormes besoins du Nigeria.

"La plus grande innovation que le MPL compte apporter à sera de mettre en œuvre un programme d'actions destiné à susciter l'adhésion massive des électeurs togolais en mettant l'accent sur le changement dans la vie grâce au travail rémunérateur pour tous et chacun", a déclaré M. Adjamagbo.

Il n'a pas dit si sa formation comptait présenter des candidats aux élections législatives prévues cette année.

Source:....

## Zozo

LANCEMENT D'UNE GRANDE  
CAMPAGNE DE VACCINATION

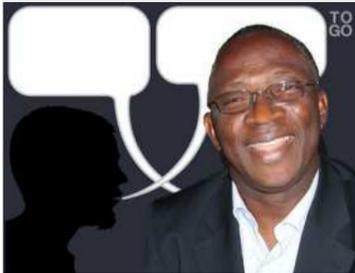
Trois millions de jeunes enfants (9 à 14 mois) seront vaccinés contre la rougeole et la rubéole du 12 au 18 février. Cette nouvelle campagne a démarré lundi à Lomé et en région.

Elle cible également les enfants de 6 mois à 5 ans qui bénéficieront de la supplémentation en vitamine A et ceux âgés de 12 mois à 5 ans bénéficieront du déparasitage.

3 milliards de Fcfa sont alloués par l'Etat et ses partenaires techniques et financiers. Sur le terrain, près de 10.000 personnes s'activent, dont plus de la moitié de volontaires.

Source: [republicoftogo.com](http://republicoftogo.com)

## CHACUN Y VA DE SON CHRONOGRAMME



Aucun détail n'a été donné pour le moment par les autorités concernant l'organisation pratique du dialogue. Tout ce que l'on sait est qu'il doit s'ouvrir le 15 février. Le gouvernement est l'initiateur des pourparlers avec l'opposition. C'est donc à lui que revient le soin d'apporter les précisions.

Mais certains opposants donnent déjà une esquisse de chronogramme.

Ainsi, Paul Dodzi Apévon, le leader des Forces démocratiques de la République (FDR), a indiqué lundi au micro de la radio Victoire FM, que le 15 février constituait une étape préparatoire avant une ouverture 4 jours plus tard en présence du président ghanéen Nana Akufoh Addo qui a joué un rôle de facilitateur entre le pouvoir et l'opposition.

De source gouvernementale, on ne confirme pas les propos de l'opposant.

Source: [Republique.com](http://Republique.com)

TOURS PRÉLIMINAIRES --  
MARCH ALLER/LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS : AC LÉOPARDS BAT AS TOGO PORT (2-1) À MADINGOU

AC Léopards de Dolisie (Congo) a battu AS Togo Port (Togo) en match aller des Tours préliminaires de la Ligue africaine des champions, disputé ce samedi au stade de Madingou (localité située à environ 237 km de Brazzaville). Score : 2-1 (mi-temps : 0-0).

L'ouverture du score est signé Lino Masombo de l'AC Léopards à la 49<sup>e</sup> minute. L'égalisation est intervenue à la 68<sup>e</sup> minute par l'intermédiaire de Nayo Ayebe, suite à une belle combinaison. Mais la joie des portuaires, ne sera que de courte durée la mise ayant été corsée à la 71<sup>e</sup> minute, sur une belle frappe de Sydney Dorlich Gandze.

Source : [Savoir News](http://Savoir News)

## SANTÉ : Couverture sanitaire universelle, une préoccupation du Gouvernement

Des pistes pour offrir une couverture santé aux travailleurs évoluant dans le secteur informel étaient au menu de l'atelier organisé par les responsables du ministère de la Santé, de la Fonction publique, du Travail et des Réformes administratives ainsi que des représentants du bureau régional de l'USAID.

Par Dodo ABALO

L'atelier qui a duré deux jours, c'est-à-dire du 7 au 8 février à Lomé avait pour objectif d'examiner la composition du secteur informel et revoir les efforts des secteurs sanitaires et non-sanitaires pour étendre la protection sociale au secteur informel ; d'écrire les avantages et les inconvénients des stratégies employés pour étendre la CSU au secteur informel y compris les approches globales de financement de la santé ; discuter des considérations complémentaires afin de proposer des considérations clés pour étendre la CSU au secteur informel au Togo, y compris comment d'intégrer ces propositions dans les efforts



Dr Moïse Kwasi Fiadjoe, président de la PSPS-Togo.

existantes et prévues telles que la Stratégie Nationale de financement de la santé au Togo.

" Le gouvernement veut étendre cette protection à cette catégorie de citoyens ", a indiqué Manzama-Esso Assih, la secrétaire d'Etat auprès de la Présidence de la République, chargée de la Finance inclusive et du Secteur informel.

" La couverture sanitaire universelle un est concept qui permet de

donner un meilleur soin à toute la population de notre pays. Que vous soyez assuré, que vous soyez travailleur, que vous soyez riche, que vous soyez pauvre, un minimum de soin que toute la population doit bénéficier, c'est la couverture sanitaire universelle. Les enjeux, ce qu'il faut mettre à la disposition de la population, les structures sanitaires, les médicaments, les équipements, faut mettre à la disposition de la

population l'essentiel pour que la population puisse arriver lorsqu'elle est malade à avoir ces soins. Aujourd'hui très peu de personnes sont assurés et la plupart des ménages dépendent beaucoup d'argent pour se soigner, alors que cet argent que les ménages dépensent peut servir à autre chose, peut servir aussi à promouvoir le développement des familles, promouvoir la scolarisation des enfants ", a indiqué Dr Moïse Kwasi Fiadjoe, président de la Plate-forme du Secteur privé de la Santé au Togo (PSPS-Togo).

La tâche n'est pas aisée car offrir ce type de service revient à formaliser un secteur qui par nature ne l'est pas. Il peut y avoir des réticences liées au principe d'adhésion à une structure officielle. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et la DOSI s'attèlent à ce sujet depuis un mois déjà.

Pendant ces deux jours les participants se sont beaucoup investis pour sortir quelque chose de pratique car la majorité des togolais sont dans l'informel.

## Fin ce vendredi à Lomé de l'atelier régional d'évaluation des besoins pour la mise en œuvre des systèmes MNV de la REDD+ :

## Le Togo s'outille pour l'élaboration du processus

Les experts de cinq pays (Togo, République Centrafricaine, République du Congo) ont clôturé ce vendredi à Lomé, un conclave de cinq jours axé sur l'évaluation des besoins pour la mise en œuvre des systèmes de mesures de notification et de vérification (MNV) du processus de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), a constaté une journaliste de [Savoir News](http://Savoir News).

Source : [Savoir News](http://Savoir News)

Selon Andres Espejo (spécialiste en méthodologie et financement de la lutte contre la déforestation à la banque mondiale), le système MNV qui veut dire mesures, notifications et vérifications, est un outil très important de la REDD+. Les mesures sont prises en utilisant des données par satellites et aussi des données sur le terrain. Par la suite, elles sont notifiées à la convention cadre des Nations Unies qui effectue une vérification des données.

"Nous avons organisé cet atelier à Lomé, parce que le Togo est sur le point de lancer le processus sur la mise en place du système de mesure et de notification vérification de la REDD+ qui sert à faire le suivi du changement de couvert forestier et des émissions liées à la dégradation forestière. Nous avons profité de l'occasion pour amener d'autres pays qui ont déjà lancé ce processus il y a quelques temps, à partager leurs expériences pour enrichir ce processus au Togo", a-t-il précisé.

Durant ce conclave, ces experts ont été outillés sur la plateforme REDDcompass et sa fonctionnalité, ainsi que les différents données hébergées par cette plateforme.



La tale d'honneur

REDDcompass est un outil de planification des activités liées au système MNV. Elle a donc permis à ces experts, d'élaborer des programmes de travail annuels.

Ce conclave a aussi permis de réaliser des évaluations des différents pays en matière de capacité MNV, à travers un cadre cohérent et identifier les besoins, pour servir d'intrants pour le contrôle de la planification harmonisée du travail entre les partenaires.

"Construire un système de MNV signifie de bien comprendre les exigences et d'établir des dispositifs institutionnels qui définissent les rôles de tous les exécutants et de toutes les parties prenantes dans le pays. Alors que de nombreux pays peuvent réaliser des progrès dans le renforcement de MNV. La construction d'un système complet et fiable au plan international sera difficile, sans échanges d'expériences et la mutualisation des efforts en la matière", a indiqué Adignon Tokoro (directeur de cabinet du ministère de l'environnement et des ressources forestières).

"Le fait de développer un système

Ce conclave régional a donc permis aux experts MNV de ces cinq pays, d'échanger leurs expériences, d'identifier les besoins de leurs pays respectifs dans le cadre du volet MNV et de définir leur plan de travail et de budget annuel pour résoudre les lacunes identifiées.

Précisons que le projet de soutien de préparation à la REDD+ vise à renforcer la capacité du Togo à concevoir une stratégie nationale REDD+ solide, cohérente, acceptée par tous et basée sur cinq (5) axes stratégiques : (i) une agriculture performante adaptée aux changements climatique et à faible émission de carbone ; (ii) une gestion durable des forêts existantes et un accroissement du patrimoine forestier ; (iii) une maîtrise des énergies traditionnelles et un développement des énergies renouvelables ; (iv) l'aménagement du territoire et la lutte contre la réforme foncière ; et (v) une coordination intersectorielle et une bonne gouvernance dans le secteur forestier.

En rappel, le processus REDD+ est une initiative internationale lancée en 2008 pour lutter contre le réchauffement climatique due aux émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, la destruction et la fragmentation des forêts.

**SAVOIR NEWS**

La Première Agence de Presse Privée au Togo

[www.savoirnews.net](http://www.savoirnews.net), l'INFO en Continu 24/24H

Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50

E-mail : [savoir.news@yahoo.fr](mailto:savoir.news@yahoo.fr) / [info@savoirnews.net](mailto:info@savoirnews.net)

## Pour la vulgarisation du code de la santé :

# Journalistes, chefs traditionnels, élus locaux (...) fortement outillés à Atakpamé, initiative de Aimes-Afrique

Plus de 100 journalistes (médias public et privé), chefs traditionnels, élus locaux, Agents de Santé Communautaires (ASC) et des membres des Comités de Gestion des Structures de Santé ont achevé vendredi à Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé), quatre jours de deux ateliers différents de formation et d'imprégnation sur les stratégies à adopter pour la vulgarisation des dispositions contenues dans le code de la Santé publique du Togo, a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News.

Source : Savoir News

Organisés par l'Ong internationale Aimes-Afrique avec l'appui de ses partenaires, notamment Aktion Pit Togohilfe et le ministère allemand de la coopération, ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre de l'engagement des participants à œuvrer pour la vulgarisation du code de la Santé publique du Togo à travers diverses actions.

Il s'agit pour ces acteurs, de faire la promotion du code de la Santé publique du Togo et de les impliquer dans les activités d'éducation à la Santé.

Durant les quatre jours, les communicateurs (Vincent Kavegue et



Une vue partielle des journalistes en pleine séance

Géraldo Issidine) ont échangé avec les participants sur les expériences acquises lors des formations précédentes, les principes fondamentaux du code de la Santé publique du Togo, la spécialisation des Journalistes professionnels en Santé et comment animer des émissions de santé publique et jeux radiophoniques par la vulgarisation du code de la Santé publique du Togo.

Ils ont également reçu une bonne dose de notions sur les techniques des émissions de Santé publique pour la vulgarisation du code de la Santé.

Ils ont été également soumis à des activités pratiques à travers des sorties sur le terrain, suivies de réalisation des émissions radiophoniques.

Des chefs traditionnels, élus locaux, Agents de Santé Communautaires et membres des Comités de Gestion des Structures de Santé réunis ensemble, ont durant leur séjour, planché sur le rôle des acteurs pour l'atteinte des ODD, les techniques de promotion de la santé en milieu rural, péri urbain et urbain, les principes fondamentaux du code de la Santé publique du Togo, le montage et gestion des projets de Santé communautaire et les techniques d'animation des émissions de santé publique pour la vulgarisation du code de la Santé publique du Togo. Ils ont également été soumis à des exercices pratiques sur le montage de projets communautaires.

Les deux rencontres ont pris fin par la restitution des travaux pra-

tiques, des tests d'évaluation et la remise des attestations aux différents participants.

Près de 750 acteurs sont déjà formés pour la vulgarisation du code de la santé, suite à une série d'ateliers initiés par l'Ong Aimes-Afrique depuis trois années consécutives.

Farouze Kokou (directeur adjoint de l'Ong Aimes-Afrique) a encouragé les journalistes à véhiculer dans leurs rédactions et dans leurs communautés, les dispositions contenues dans le code de la santé publique du Togo, afin de les amener à un changement à travers les pratiques saines pour une meilleure santé des citoyens.

Dr. Michel Kodom (Président de l'Ong Aimes-Afrique) a de son côté, rappelé l'importance du rôle que ces différents acteurs notamment les Journalistes, les chefs traditionnels, les élus locaux, les Agents de Santé Communautaires et les membres des Comités de Gestion des Structures de Santé ont à jouer dans la promotion du code de la santé publique du Togo.

"Il leur revient aujourd'hui de jouer leur partition au sein de leur communauté, pour promouvoir les

bonnes pratiques à la vulgarisation du code de la Santé publique du Togo", a rappelé Dr. Kodom aux journalistes, principaux maillons dans la chaîne.

Aussi leur a-t-il demandé de créer des pages sur leurs radios et dans les colonnes de leurs journaux.

"Nous avons noué un partenariat avec les radios communautaires dans toutes les préfectures, pour que les journalistes, dès leur retour de la formation sur le contenu du code et en technique de montage, organisent des émissions à travers des lectures du code avec des invités spéciaux, qui ne sont autres que les élus locaux, les agents de santé, les commissaires et magistrats, les Agents de Santé Communautaires", a ajouté Dr Kodom aux communicateurs.

En rappel, l'Ong internationale Aimes-Afrique est spécialisée dans les activités médico-chirurgicales humanitaires. Composée de médecins bénévoles, de spécialistes et chirurgiens, cette Ong apporte des services hospitaliers gratuits aux populations démunies des villages les plus reculés à travers l'Afrique.



**COMMUNIQUÉ**

Togotelecom

**LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :**

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*1#
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*2#

**POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.**

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !**

**TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Mouvement des Républicains Centristes  
B.P. 6409 Tel: (0228) 91 90 33 26 / Fax: 22 30 63 58 / Fax: 22 60 04 47 Lomé  
Email : mrc2togo@gmail.com  
Siège du Parti : Rue N°167, Totsi

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Le Bureau National du Mouvement des R2publicains Centristes (MRC) réunit en séance extraordinaire le 13 Février 2018, tient à informer l'opinion nationale et internationale que son Président national M. Abass E. KABOUA, a été l'objet de menaces et d'intimidations suite à l'émission intitulée invité du Journal sur la Radio Zéphyr du 02 Janvier 2018.**

**Suite aux recherches, il ressort que le numéro 91 14 30 63 qui a commis ce forfait appartiendrait à M. NYADIDI Prosper. Une plainte a été déposée contre cet individu auprès des Tribunaux Togolais conformément au Code de Procédure Pénale en vigueur dans le pays.**

**Fait à Lomé, le 13 Février 2018**  
**Le Bureau National**

# Retirez votre nouvelle carte VISA maintenant



Nous vous avons préparé de nouvelles cartes, d'une utilisation plus souple et plus sûre.

Avec ces nouvelles cartes, vous recevrez un SMS de confirmation après chaque opération.

De nouvelles fonctionnalités seront ensuite disponibles, dans les prochains mois.

Pour toute information, appelez le +(228) 22 53 62 62

de 7h45 à 17h  
du lundi au vendredi  
de 9h à 12h le samedi